

Unité bidépartementale Eure Orne  
1 avenue du Maréchal Foch  
CS 50021  
27000 Évreux

Évreux, le 29/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**HOWA TRAMICO**

BP 117  
27800 Brionne

Références : UBDEO.ERA.25.12.402.SB  
Code AIOT : 0005800295

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/12/2025 dans l'établissement HOWA TRAMICO implanté Route d'Authou 27800 Brionne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HOWA TRAMICO
- Route d'Authou 27800 Brionne
- Code AIOT : 0005800295
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Le site HOWA TRAMICO à Brionne exerce des activités de production et de transformation de

produits à base de mousse polyuréthane, principalement destinés à l'automobile.

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 8

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	POI - Scénario d'incendie généralisé au bâtiment 32	Arrêté Préfectoral du 09/06/2021, article 1.7.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise à jour du Plan d'Opération interne (POI)	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R515-100	Sans objet
3	POI - Scénario de feu de nappe dans la cuvette de rétention du bâtiment 4	Arrêté Ministériel du 09/06/2021, article 7.7.6.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société Howa Tramico dispose d'un plan d'opération interne (POI) qui a fait l'objet le 17 décembre 2025 d'un exercice inopiné en présence de l'inspection des installations classées. Les constats effectués lors de l'exercice inopiné de mise en oeuvre du POI montrent que l'exploitant dispose d'une organisation qui lui permet de déployer efficacement les moyens de protection incendie.

À la suite de cet exercice, l'inspection des installations classées n'a pas relevé de non-conformité. Toutefois, des axes d'amélioration ont été identifiés et des observations émises.

L'inspection des installations classées demande à Howa Tramico sous un délai d'un mois de répondre ou de mettre en oeuvre un plan d'actions afin de répondre à ces observations en prenant en compte les axes d'améliorations identifiés.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Mise à jour du Plan d'Opération interne (POI)**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/09/2020, article R515-100
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'opération interne
<b>Prescription contrôlée :</b>

Le plan d'opération interne est [...] mis à jour à des intervalles n'excédant pas 3 ans.
<p><b>Constats :</b></p> <p>La dernière mise à jour du Plan d'Opération Interne (POI) est datée d'août 2025, ce qui répond aux attentes réglementaires.</p> <p>Néanmoins, certaines parties du POI sont datées autrement : décembre 2024 (parties 3 - partiellement - et 4 et 6) et juin 2025 (partie 2). En effet, si aucune mise à jour des pages n'est nécessaire, l'exploitant garde la version précédente sans changer la date de mise à jour.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Afin d'éviter toute confusion, l'inspection recommande à l'exploitant de noter la dernière date de mise à jour de son POI sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les pages modifiées ;</li> <li>• les pages vérifiées mais non modifiées du fait d'une absence de changement.</li> </ul> <p>L'exploitant est également invité à mettre à jour, si besoin, l'organigramme de son POI après l'arrivée de son nouveau responsable HSE.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : POI - Scénario d'incendie généralisé au bâtiment 32

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/06/2021, article 1.7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise à jour de l'étude de dangers
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'étude de dangers est révisée au plus tard tous les cinq ans à compter de la date de notification du présent arrêté et à l'occasion de toute modification substantielle telle que prévue à l'article R.512-33 du Code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'étude de dangers a fait l'objet d'un réexamen quinquennal du 26 juillet 2024 complété le 28 mai et 02 juillet 2025. L'instruction de ce réexamen a donné lieu à l'arrêté préfectoral complémentaire du 05 août 2025 qui regroupe notamment les phénomènes dangereux existants sur le site dans son annexe confidentielle n°1.</p> <p>Sur la base de ces données actualisées, l'inspection a souhaité réaliser un exercice POI inopiné sur la base du phénomène dangereux n°19 "Incendie généralisé du bâtiment 32".</p> <p>En effet, la fiche POI du bâtiment 32 (page 68 de la partie 3) indique que ce bâtiment est utilisé pour le stockage de moules métalliques et de pavillons (combustibles) sans sprinklage (seul</p>

<p>bâtiment de stockage qui n'en est pas doté).</p> <p>Sur place, l'exploitant a indiqué que, du fait de l'absence de sprinklage dans ce bâtiment, celui ci n'était utilisé que pour stocker des moules métalliques non combustibles et que, de fait, aucun scénario d'incendie ne pouvait s'y dérouler.</p> <p>Un autre scénario a donc été choisi pour l'exercice POI inopiné. À la suite de cet exercice, dans le cadre du RETEX à chaud, l'un des agents du site a précisé que le bâtiment 32 pouvait bien être utilisé pour stocker des pavillons dans le cas où les autres bâtiments étaient saturés, ce qui n'est pas arrivé depuis de nombreuses années.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de préciser la destination du bâtiment 32 et, le cas échéant, proposer une mise à jour des phénomènes dangereux du site et des mesures de maîtrise du risque associées, dans un délai de 1 mois.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 3 : POI - Scénario de feu de nappe dans la cuvette de rétention du bâtiment 4**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/06/2021, article 7.7.6.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'opération interne</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit établir un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers.</p> <p>En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I. jusqu'au déclenchement éventuel d'un plan particulier d'intervention (P.P.I.) par le Préfet. Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I. Il prend en outre à l'extérieur de son établissement les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au POI et au PPI en application de l'article 1<sup>er</sup> du décret 2005-1158 du 13 septembre 2005 et de l'article R 512-29 du Code de l'environnement.</p> <p>Le P.O.I. est homogène avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes de dangers envisagés dans l'étude de dangers. Un exemplaire du P.O.I. doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.</p> <p>L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la recherche systématique d'améliorations des dispositions du P.O.I. ; cela inclut notamment :</li> <li>• l'organisation de tests périodiques (au moins annuels) du dispositif et/ou des moyens d'intervention,</li> <li>• la formation du personnel intervenant,</li> <li>• l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations,</li> <li>• la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers (tous les 5 ans ou</li> </ul>

suite à une modification notable dans l'établissement ou dans le voisinage),

- la revue périodique et systématique de la validité du contenu du P.O.I., qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus,
- la mise à jour systématique du P.O.I. en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées.

L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour chaque exercice. Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Constats :**

Suite aux éléments indiqués dans le précédent point de contrôle, le phénomène dangereux n°13 "feu de nappe dans la cuvette de rétention du bâtiment 4" a été choisi pour l'exercice POI inopiné.

L'exercice a été lancé à 11h17 avec le déclenchement de l'alarme à proximité du bâtiment 4 par les équipes sur place. Les différents membres de la cellule de crise de l'exploitant sont arrivés en salle POI de 11h19 à 11h21. La prise de connaissance de l'événement et l'appel au SDIS (fictif) sont intervenus à 11h24. Le scénario impliquait l'intervention des ESI et l'évacuation du personnel. La fin de l'exercice a été prononcé à 11h50.

L'inspection constate une bonne gestion de l'événement par l'exploitant avec de bons réflexes (notamment concernant les prélèvements atmosphériques et la gestion/évacuation des eaux d'incendie souillées).

Quelques difficultés ont été rencontrées :

- un membre ESI était référencé sur la liste des appels pour l'évacuation du personnel et ne l'a pas signé, entraînant une confusion momentanée sur sa localisation ;
- l'exploitant n'a pas pu envoyer par mail (à la DREAL) la fiche Alerte demandée par le SIDPC (fiche 1.4 du POI) qu'il possède en PDF non modifiable et a transmis l'alerte par un mail classique ;
- Suite à la mise à jour du PPI, l'exploitant indique que les numéros de la liste « voisinage et entreprises » ne sont pas tous à jour ou attribué (aucun n'a été appelé dans le cadre de l'exercice) ;
- le numéro de voirie n'est pas à jour ;
- chaque fonction venant avec son PC portable n'a pas forcément accès à Power BI et à l'état des stocks produits chimiques ;
- l'alarme était peu audible au poste « déchargement polyol » du bâtiment 17, ainsi que sur le poste de travail Optivex du pôle automobile ;
- le niveau sonore du talkie-walkie du DOI en salle POI était assez faible, ce qui empêche tous les présents d'entendre les retours faits au DOI.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant est invité à remédier aux difficultés rencontrées dans un délai de 1 mois.

**Type de suites proposées :** Sans suite